



**ARRÊTÉ PRÉFECTORAL DCPAT-2026 – n° 248**  
**portant modification d'autorisation accordée à la société BOUCHET VOIRIE ENVIRONNEMENT**  
**pour sa carrière située au lieu-dit « La Perrière », à Saint-Hilaire-du-Bois,**  
**commune déléguée de LYS-HAUT-LAYON (49310)**

**Le Préfet de Maine-et-Loire**

- Vu** le Code de l'environnement, et notamment son titre 1<sup>er</sup> du livre V et son article R.181-46 ;
- Vu** le décret du président de la République du 2 décembre 2025 portant nomination de Monsieur François PESNEAU, administrateur de l'État, en qualité de préfet de Maine-et-Loire ;
- Vu** le décret du Président de la République du 28 janvier 2026 portant nomination de Monsieur Raymond YEDDOU, en qualité de Secrétaire général de la préfecture de Maine-et-Loire ;
- Vu** l'arrêté DRAJ/MICCSE n°2026-07 du 16 février 2026 portant délégation de signature à Monsieur Raymond YEDDOU, Secrétaire général de la préfecture ;
- Vu** l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 modifié relatif aux exploitations de carrières ;
- Vu** l'arrêté ministériel du 20 avril 2005 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées soumises à déclaration sous l'une ou plusieurs des rubriques n° 1436, 4330, 4331, 4722, 4734, 4742, 4743, 4744, 4746, 4747 ou 4748, ou pour le pétrole brut sous l'une ou plusieurs des rubriques n° 4510 ou 4511 ;
- Vu** l'arrêté ministériel du 23 août 2005 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n°4718 de la nomenclature des installations classées ;
- Vu** l'arrêté ministériel du 22 décembre 2008 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées soumises à déclaration sous l'une ou plusieurs des rubriques n° 1436, 4330, 4331, 4722, 4734, 4742, 4743, 4744, 4746, 4747 ou 4748, ou pour le pétrole brut sous l'une ou plusieurs des rubriques n° 4510 ou 4511 ;
- Vu** l'arrêté ministériel du 26 novembre 2012 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations de broyage, concassage, criblage, etc., relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n°2515 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement, y compris lorsqu'elles relèvent également de l'une ou plusieurs des rubriques n°2516 ou 2517 ;
- Vu** l'arrêté ministériel du 10 décembre 2013 relatif aux prescriptions générales applicables aux stations de transit de produits minéraux ou de déchets non dangereux inertes autres que ceux visés par d'autres rubriques relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n°2517 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;
- Vu** l'arrêté ministériel du 12 décembre 2014 relatif aux conditions d'admission des déchets inertes dans les installations relevant des rubriques 2515, 2516, 2517 et dans les installations de stockage de déchets inertes relevant de la rubrique 2760 de la nomenclature des installations classées ;
- Vu** l'arrêté ministériel du 05 décembre 2016 relatif aux prescriptions applicables à certaines installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration (dont celles relevant de la rubrique n°4801 de la nomenclature des installations classées) ;
- Vu** l'arrêté ministériel du 9 avril 2019 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n°2521 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement (centrale d'enrobage au bitume de matériaux routiers) ;

**Vu** le schéma régional des carrières approuvé par arrêté préfectoral le 6 janvier 2021 ;

**Vu** l'arrêté préfectoral DIDD/ICPE-PP/2016 n°86 du 14 avril 2016 autorisant la société BOUCHET VOIRIE ENVIRONNEMENT à exploiter une carrière de rhyolite et ses installations connexes (17 ha 35 a 93 ca - 30 ans - Production max de 200 000 t/an) au lieu-dit « La Perrière », à Saint-Hilaire-du-Bois, commune déléguée de Lys-Haut-Layon ;

**Vu** la déclaration n°A-9-3E21PFV77 du 08 avril 2019 relative à l'exploitation d'installation de stockage de liquide inflammable relevant de la rubrique 4731-3 et à l'exploitation d'une installation de distribution de carburant relevant de la rubrique 1435-2 ;

**Vu** la déclaration n°A-1-SFQ3FN2WB du 14 janvier 2021 relative à l'exploitation d'installation de broyage, concassage, criblage relevant de la rubrique 2115-2-b ;

**Vu** l'arrêté préfectoral DIDD-2021 n°346 du 10 décembre 2021 pris en application de l'article R.122-3 du Code de l'environnement qui dispense d'étude d'impact la société BOUCHET VOIRIE ENVIRONNEMENT dans le cadre d'un projet relatif à la mise en place d'une centrale d'enrobage à chaud (rubrique 2521 régime de l'enregistrement) et d'un groupe mobile (rubrique 2515 régime de l'enregistrement) de recyclage sur la carrière ;

**Vu** la demande de la société BOUCHET VOIRIE ENVIRONNEMENT du 23 juin 2023, complétée le 04 avril 2024, le 1<sup>er</sup> juillet 2025 et le 11 juillet 2025, sollicitant la modification des conditions d'exploitation de sa carrière de rhyolite (implantation d'une centrale d'enrobage et d'installations connexes au sein de la carrière), au lieu-dit « La Perrière » à Saint-Hilaire-du-Bois, commune déléguée de Lys-Haut-Layon ;

**Vu** les prescriptions figurant dans l'avis du 27 mars 2023 du service d'incendie et de secours (SDIS) sur le permis de construire sollicité dans le cadre du projet ;

**Vu** la note du directeur général de la prévention des risques du 20 décembre 2021, relative aux modifications des installations classées pour la protection de l'environnement ;

**Vu** le dossier joint à la demande complétée ;

**Vu** le rapport de l'inspection des installations classées en date du 15 juillet 2025 ;

**Vu** la consultation du public faite du 01 décembre 2025 au 16 décembre 2025 dans les conditions de l'article L.123-19-2 du Code de l'environnement sur le porter à connaissance sollicitant l'implantation d'une centrale d'enrobage au bitume de matériaux routiers, à chaud ;

**Vu** les observations du public ;

**Vu** le courrier de l'inspection des installations classées du 19 décembre 2025, faisant part des observations du public à l'exploitant ;

**Vu** les courriers des 16 et 23 janvier 2026 de réponses de l'exploitant ;

**Vu** l'avis du maire de Lys-Haut-Layon du 03 mars 2026 sur la remise en état et l'usage futur des terrains intégrés au périmètre de la carrière ;

**Vu** le rapport de l'inspection des installations classées du 05 août 2025 faisant suite à l'inspection du site de la carrière de « La Perrière » effectuée le 25 juin 2025 ;

**Vu** les réponses apportées par l'exploitant à l'inspection des installations classées, par courriers du 1<sup>er</sup> octobre 2025 et 18 décembre 2025, suite à la visite de l'établissement effectuée le 25 juin 2025, qui conduisent à divers ajustements de l'autorisation d'exploiter ;

**Vu** les éléments transmis par courriels du 11 et 19 mars 2026, par l'exploitant à l'inspection des installations classées pour justifier de la maîtrise foncière des terrains faisant l'objet d'ajustements de l'emprise de l'établissement suite à des ajustements et découpage cadastraux ;

**Vu** le rapport de l'inspection des installations classées en date du 24 mars 2026 ;

**Considérant** que la modification de l'autorisation d'exploiter sollicitée ne modifie pas l'emprise d'extraction de la carrière, ni celle des installations classées déjà exploitées, ni leurs modalités d'exploitation et de suivis ;

**Considérant** que les dispositions des arrêtés ministériels susvisés s'appliquent aux installations exploitées par la société BOUCHET VOIRIE ENVIRONNEMENT ;

**Considérant** que la société BOUCHET VOIRIE ENVIRONNEMENT doit de plus respecter des prescriptions préfectorales déjà existantes ;

**Considérant** que la nature des impacts attendus sur l'environnement de la modification de l'autorisation d'exploiter sollicitée par la société BOUCHET VOIRIE ENVIRONNEMENT apparaît limitée ;

**Considérant** que la modification sollicitée n'est pas substantielle au sens des articles R.181-46-I et L.181-14 du Code de l'environnement ;

**Considérant** que cette modification notable sollicitée nécessite toutefois des modifications de l'autorisation existante pour pouvoir être prise en compte ;

**Considérant** qu'il y a lieu de modifier ou compléter l'arrêté préfectoral DIDD/ICPE-PP/2016 n°86 du 14 avril 2016 autorisant la société Bouchet Voirie Environnement à exploiter sa carrière de rhyolite et ses installations connexes (17 ha 35 a 93 ca - 30 ans - Production max de 200 000 t/an) au lieu-dit « La Perrière », à Saint-Hilaire-du-Bois, commune déléguée de Lys-Haut-Layon, pour prendre en compte la demande de l'exploitant ;

**Considérant** qu'aux termes de l'article L.181-3 du Code de l'environnement, l'autorisation environnementale ne peut être accordée que si les mesures qu'elle comporte assurent la prévention des dangers ou inconvénients pour les intérêts mentionnés aux articles L.211-1 et L.511-1 ;

**Considérant** que les dispositions prises dans l'arrêté préfectoral DIDD/ICPE-PP/2016 n°86 du 14 avril 2016 susvisé et celles prescrites dans le présent arrêté préfectoral complémentaire, sont de nature à préserver les dangers ou inconvénients mentionnés aux articles L.211-1 et L.511-1 du Code de l'environnement ;

**Considérant** que la modification sollicitée et la nature limitée de ses effets attendus sur l'environnement permet au préfet de Maine-et-Loire de prendre un arrêté sans qu'il ne soit nécessaire de solliciter l'avis de la commission départementale de la nature, des paysages et des sites de Maine-et-Loire, comme le permet l'article R.181-45 du Code de l'environnement ;

**SUR** proposition du Secrétaire général de la préfecture,

### **Arrête**

#### **ARTICLE 1 – OBJET**

Les prescriptions prévues par l'arrêté préfectoral DIDD/ICPE-PP/2016 n°86 du 14 avril 2016 autorisant la société Bouchet Voirie Environnement, dont le siège social est situé ZA de la Charte Bouchère - 49360 Yzernay, à exploiter une carrière de rhyolite et ses installations connexes au lieu-dit « La Perrière » à Saint-Hilaire-du-Bois, commune déléguée de Lys-Haut-Layon, sont modifiées par celles du présent arrêté.

#### **ARTICLE 2 – EXPLOITANT TITULAIRE DE L'AUTORISATION**

Les dispositions de l'article 1.1.1 de l'arrêté préfectoral DIDD/ICPE-PP/2016 n°86 du 14 avril 2016 susvisé sont remplacées par les dispositions suivantes :

La société BOUCHET VOIRIE ENVIRONNEMENT, dont le siège social est situé ZA de la Charte Bouchère - 49360 Yzernay, est autorisée, dans les conditions fixées par le présent arrêté, à exploiter, à ciel ouvert, une carrière de roches massives (rhyolite) et ses installations connexes (installation de broyage, concassage, criblage, lavage, mélange et transit de matériaux) au lieu-dit « La Perrière », à Saint-Hilaire-du-Bois, commune déléguée de Lys-Haut-Layon sur une superficie de 17 ha 41 a 29 ca.

Les installations de la société BOUCHET VOIRIE ENVIRONNEMENT faisant l'objet de la demande du 23 juin 2023, complétée le 4 avril 2024 et le 1<sup>er</sup> juillet 2025 et le 11 juillet 2025, visant à exploiter une centrale d'enrobage au bitume de matériaux routiers, à chaud (station d'enrobage au bitume de

matériaux routiers à chaud), relevant de la rubrique 2521 sont enregistrées. Les installations classées de l'établissement dont celles connexes à cette centrale d'enrobage sont détaillées à l'article 1.2.1 de l'arrêté préfectoral DIDD/ICPE-PP/2016 n°86 du 14 avril 2016 susvisé, modifié par le présent arrêté.

Les enregistrements cessent de produire effet lorsque, sauf cas de force majeure, les installations concernées n'ont pas été mises en service dans le délai de trois ans ou lorsque l'exploitation a été interrompue pendant plus de trois années consécutives (article R.512-74 du Code de l'environnement).

### **ARTICLE 3 – INSTALLATIONS NON VISÉES PAR LA NOMENCLATURE OU SOUMISES À DÉCLARATION OU ENREGISTREMENT**

Les dispositions de l'article 1.1.2 de l'arrêté préfectoral DIDD/ICPE-PP/2016 n°86 du 14 avril 2016 susvisé sont remplacées par les dispositions suivantes :

Les prescriptions du présent arrêté s'appliquent également aux autres installations ou équipements exploités dans l'établissement, qui, mentionnés ou non à la nomenclature sont de nature, par leur proximité ou leur connexité avec une installation soumise à autorisation, enregistrement ou déclaration, à modifier les dangers ou inconvénients de ces installations. Les arrêtés ministériels de prescriptions générales applicables aux installations classées relevant du régime de l'enregistrement sont applicables aux installations classées de l'établissement relevant de ce régime.

Les arrêtés ministériels de prescriptions générales applicables aux installations classées relevant du régime de la déclaration (avec et sans contrôle) sont applicables aux installations classées de l'établissement relevant de ce régime.

### **ARTICLE 4 – LISTE DES INSTALLATIONS CONCERNÉES PAR UNE RUBRIQUE DE LA NOMENCLATURE DES INSTALLATIONS CLASSÉES**

Les dispositions de l'article 1.2.1 de l'arrêté préfectoral DIDD/ICPE-PP/2016 n°86 du 14 avril 2016 susvisé sont remplacées par les dispositions suivantes :

Les activités autorisées relèvent des rubriques suivantes de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement :

Rubrique	Désignation des activités	Grandeur caractéristique	Régime*
2510.1	Exploitation de carrières ou autre extraction de matériaux <sup>1</sup> . Exploitation de carrières	Emprise totale du site : 17 ha 41 a 29 ca Production annuelle : - maximum 200 000 t - moyenne : 150 000 t	A
2515-1-a	1. Installations de broyage, concassage, criblage, ensachage, pulvérisation, lavage, nettoyage, tamisage, mélange de pierres, cailloux, minerais et autres produits minéraux naturels ou artificiels ou de déchets non dangereux inertes, en vue de la production de matériaux destinés à une utilisation, à l'exclusion de celles classées au titre d'une autre rubrique ou de la sous-rubrique 2515-2. La puissance maximale de l'ensemble des machines fixes pouvant concourir simultanément au fonctionnement de l'installation, étant : a) Supérieure à 200 kW	Puissance de l'ordre de 1 765 kW dont - 1 400 kW installations fixes - 365 kW installation mobile de concassage criblage	E

2517-1	Station de transit, regroupement ou tri de produits minéraux ou de déchets non dangereux inertes autres que ceux visés par d'autres rubriques La superficie de l'aire de transit étant : 1 – Supérieure à 10 000 m <sup>2</sup>	Superficie max. de 31 000 m <sup>2</sup> dont env. 20 000 m <sup>2</sup> de graviers et d'agréats d'enrobés	E
2521-1	Station d'enrobage au bitume de matériaux routiers 1 - à chaud	Puissance du brûleur : 13,4 MW, Production maximale : 230 t/h à 2 % d'humidité	E
4718-2-b	Gaz inflammables liquéfiés de catégorie 1 et 2 (y compris GPL) et gaz naturel (y compris biogaz affiné, lorsqu'il a été traité conformément aux normes applicables en matière de biogaz purifié et affiné, en assurant une qualité équivalente à celle du gaz naturel, y compris pour ce qui est de la teneur en méthane, et qu'il a une teneur maximale de 1 % en oxygène) 2. Pour les autres installations La quantité susceptible d'être présente dans l'installation étant : b. supérieure ou égale à 6t mais inférieure à 50t	Capacité maximale de 30 t (dans une cuve de GPL de 60 m <sup>3</sup> )	DC
4734-2-c	Substances et mélanges nommément désignés – Produits pétroliers spécifiques et carburants de substitution : essences et naphthas ; kérosènes (carburants d'aviation compris) ; gazoles (gazole diesel, gazole de chauffage domestique et mélanges de gazoles compris) ; fioul lourd ; carburants de substitution pour véhicule, utilisés aux mêmes fins et aux mêmes usages et présentant des propriétés similaires en matière d'inflammabilité et de danger pour l'environnement.  La quantité totale susceptible d'être présente dans les installations y compris dans les cavités souterraines, étant : 2. Pour les autres stockages : c) supérieure ou égales à 50 t au total, mais inférieure à 100 t d'essence et inférieure à 500 t au total	1 cuve de 50 m <sup>3</sup> de gazole et 1 cuve de 40 m <sup>3</sup> de GNR (gazole non routier) (env. 76,5 t au total)	DC
4801-2	Houille, coke, lignite, charbon de bois, goudron, asphalte, brais et matières bitumineuses. La quantité susceptible d'être présente dans l'installation étant : 2. supérieure ou égale à 50 t mais inférieure à 500 t	Au plus 320 t de bitume (soit 320 m <sup>3</sup> dans 4 cuves de 80 m <sup>3</sup> )	D

\*(A) : Autorisation, (E) : Enregistrement, D : Déclaration, DC : Déclaration avec Contrôle

La déclaration n°A-9-3E21PFV77 du 08 avril 2019 relative à l'exploitation d'installation de stockage de liquide inflammable relevant de la rubrique 4731-3 et à l'exploitation d'une installation de distribution de carburant relevant de la rubrique 1435-2 est abrogée.

La déclaration n°A-1-SFQ3FN2WB du 14 janvier 2021 relative à l'exploitation d'installation de broyage, concassage, criblage relevant de la rubrique 2515-2-b est abrogée.

Les installations comportent notamment :

- des installations de traitement des matériaux (broyage, concassage, criblage, lavage) ;
- des engins (pelle, foreuse, chargeuse, tombereaux) ;
- des convoyeurs à bande de matériaux ;
- un pont-basculé ;
- des installations de stockage et de distribution de carburant (une cuve de 40 m<sup>3</sup> de GNR et 1 cuve de 50 m<sup>3</sup> de gazole avec aire étanche associée à un séparateur d'hydrocarbures) ;
- des stockages de matériaux ;
- du matériel de pompage ;
- un bassin de collecte et de décantation des eaux en fond de fouille ;
- deux bassins de décantation des eaux au nord-ouest ;
- des locaux techniques (stockage de produits et de matériels, atelier,...) ;
- des locaux administratifs ;
- un bâtiment constitué de tunnels de stockage de granulats ;
- un bâtiment (hangar métallique) de stockage d'agréats d'enrobés destinés à la fabrication d'enrobés.

Les dispositions de l'avant-dernier alinéa du point IV de l'article 3.2.3 de l'arrêté préfectoral DIDD/ICPE-PP/2016 n°86 du 14 avril 2016 susvisé sont supprimées.

#### **ARTICLE 5 – SITUATION DE L'ÉTABLISSEMENT**

Les dispositions de l'article 1.2.2 de l'arrêté préfectoral DIDD/ICPE-PP/2016 n°86 du 14 avril 2016 susvisé sont remplacées par les dispositions suivantes :

Conformément au plan parcellaire dont un exemplaire est annexé au présent arrêté, l'autorisation d'exploiter porte sur les parcelles suivantes du plan cadastral de Vihiers de la commune de Lys-Haut-Layon :

Section	Numéro de parcelle (p = pour partie)	Surface totale
286 J	102 ; 103 ; 232 ; 330 ; 332 ; 334 ; 372 ; 376 ; 377 ; 378 ; 379p ; 380 ; 382 ; 384 ; 386 ; 388 ; 390 ; 391 ; 392 ; 393 ; 395 ; 397 ; 398 ; 399 ; 401 ; 402 ; 404 ; 405 ; 407 ; 409 ; 411 ; 414 ; 415 ; 416 ; 418 ; 419 ; 435 ; 436 ; 437 ; 438 ; 439 ; 440 ; 441	17 ha 41 a 29 ca

#### **ARTICLE 6 – PRODUCTION AUTORISÉE**

Les dispositions de l'article 1.2.3.2 de l'arrêté préfectoral DIDD/ICPE-PP/2016 n°86 du 14 avril 2016 susvisé sont complétées par les dispositions suivantes :

La production annuelle maximale d'enrobés bitumineux est de 140 000 t.

#### **ARTICLE 7 – EMPLACEMENT DES INSTALLATIONS DE TRAITEMENT DES MATÉRIAUX**

Les dispositions de l'article 1.2.3.3 de l'arrêté préfectoral DIDD/ICPE-PP/2016 n°86 du 14 avril 2016 susvisé sont remplacées par les dispositions suivantes :

Les groupes mobiles primaires sont positionnés en pied de front dans la fosse d'extraction. Les installations fixes de traitement des matériaux sont implantées sur les parcelles cadastrées section

286 J n°380, 399, 402 et 404 à une cote de 108 m NGF, à l'exception du poste secondaire implanté sur la parcelle n°397 en contrebas, à la cote 91 m NGF.

#### **ARTICLE 8 – EMPLACEMENT DES INSTALLATIONS CONNEXES**

Les dispositions de l'article 1.2.3.4 de l'arrêté préfectoral DIDD/ICPE-PP/2016 n°86 du 14 avril 2016 susvisé sont remplacées par les dispositions suivantes :

Les stocks de matériaux sont positionnés pour partie à l'Est des installations sur les parcelles cadastrées section 286 J n°404 et 414 et pour partie au sud de la carrière à proximité de l'accès sur les parcelles cadastrées section 286 J n°330 et 439.

Les locaux du personnel sont implantés sur la parcelle cadastrée section 286 J n°414.

Le pont-bascule, la station-service et les stockages de carburant sont positionnés au sud sur la parcelle cadastrée section 286 J n°330.

#### **ARTICLE 9 – EMPLACEMENT DES INSTALLATIONS ET ÉQUIPEMENTS EN LIEN AVEC LA CENTRALE D'ENROBAGE**

Il est ajouté un article 1.2.3.5 de l'arrêté préfectoral DIDD/ICPE-PP/2016 n°86 du 14 avril 2016 susvisé rédigé ainsi :

Les équipements en lien avec l'installation d'enrobage à chaud de matériaux routiers sont situés au nord du site au niveau du palier n°1 situé à une cote d'environ +106 m NGF, sur des parcelles de la section 286 J de la commune de Lys-Haut-Layon.

L'installation d'enrobage à chaud de matériaux routiers est implantée sur une partie des parcelles n°380 et 376.

L'installation de stockage de bitume est située sur une partie de la parcelle 286 j n°376. L'installation de stockage de gaz est située sur une partie de la parcelle 286 j n°399.

Les abris des stockages d'agréats d'enrobés et de granulats dédiés sont implantés sur une partie des parcelles 286 j n°376, 380, 435, 436, 438 et 440.

#### **ARTICLE 10 – MOYEN DE LUTTE CONTRE L'INCENDIE**

Les dispositions de l'article 2.3.4.2 de l'arrêté préfectoral DIDD/ICPE-PP/2016 n°86 du 14 avril 2016 susvisé sont complétées par les dispositions suivantes :

L'exploitant s'assure que le nombre et la qualité des moyens de secours internes sont adaptés à l'activité et à la taille de l'établissement.

L'exploitant s'assure que la défense extérieure contre l'incendie est assurée par un point d'eau d'incendie assurant un débit minimum de 120 m<sup>3</sup>/h pendant 2 heures ou 240 m<sup>3</sup> disponibles instantanément et situé à moins de 200 mètres de l'entrée du bâtiment. La moitié du débit ou de la capacité nécessaire peut être fournie par des poteaux d'incendie ou des réserves de 60 m<sup>3</sup> minimum. La moitié sera située à une distance supérieure à celle qui est exigée sans jamais excéder 400 mètres.

Pour assurer la lutte contre un incendie, l'établissement dispose notamment des réserves d'eau suivantes :

- 1 citerne de 360 m<sup>3</sup> positionnée à moins de 100 m de l'unité d'enrobage, qui couvre :
  - les besoins en cas d'un sinistre sur la centrale d'enrobage et ses équipements connexes avec 3 poteaux incendie ;
  - les besoins en cas d'un sinistre sur les installations de traitement de la carrière avec un poteau incendie situé au pied des installations de traitement ;
- 1 citerne de 120 m<sup>3</sup> avec 1 poteau incendie qui couvre les besoins en cas d'un sinistre près de la station de distribution en carburant.

## **ARTICLE 11 – AMÉNAGEMENT DE PRESCRIPTIONS**

L'exploitation de la centrale d'enrobage satisfait, sans aménagement, aux dispositions prévues par l'arrêté ministériel du 9 avril 2019 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n°2521 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement (centrale d'enrobage au bitume de matériaux routiers).

Ces dispositions complètent lorsqu'il y a lieu celles de l'arrêté préfectoral DIDD/ICPE-PP/2016 n°86 du 14 avril 2016 susvisé.

## **ARTICLE 12 – SURVEILLANCE DES REIETS ATMOSPHÉRIQUES**

Sans préjudice de l'article précédent du présent arrêté, les dispositions de l'article 3.3.3 de l'arrêté préfectoral DIDD/ICPE-PP/2016 n°86 du 14 avril 2016 susvisé sont remplacées par les dispositions suivantes :

La surveillance satisfait aux dispositions de l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 relatif aux exploitations de carrières. Outre le plan de surveillance défini par l'exploitant, des stations de mesures sont implantées au moins aux emplacements suivants :

- habitation au lieu-dit « La Perrière », environnement proche sous vent dominant d'ouest ;
- habitation au lieu-dit « La Petite Tremblaie », environnement proche sous vent dominant d'ouest sud-ouest ;
- 15, rue de la Terrasse à St-Hilaire-du-Bois, environnement éloigné sous vent dominant d'ouest ;
- 22, rue de la Terrasse à St-Hilaire-du-Bois, environnement éloigné sous vent dominant d'ouest ;
- habitation au lieu-dit « Le Puits Cadore », environnement éloigné sous vent dominant d'est.

## **ARTICLE 13 – RÉDUCTION D'ÉMISSIONS D'ODEURS**

Dans un délai d'un mois suivant la notification du présent arrêté :

- L'exploitant améliore le confinement du produit fini lors de sa production, en particulier à l'étage au-dessous des silos et de la navette transportant les enrobés fabriqués.
- L'exploitant fait réaliser une évaluation de la situation par une entreprise spécialisée dans le traitement des odeurs. Au regard de cette évaluation, l'entreprise spécialisée formulera des propositions d'amélioration. Sur la base de ces éléments, l'exploitant recense, de façon motivée, dans un document synthétique, les propositions qu'il engage ou écarte. Un échéancier de mise en œuvre figure dans ce document. Ces documents sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.
- L'exploitant met en place avec les riverains volontaires une application destinée à faire remonter en temps réel les informations de nuisances (odeurs mais aussi vibrations, bruits et poussières) et leur intensité (non perceptible, perceptible, gênant) :
  - L'exploitant organise une réunion avec ces riverains pour présenter l'application et les axes d'amélioration sur le poste d'enrobage.
  - À partir de ces données, l'exploitant réalise un bilan trimestriel de la situation et des informations remontées par les riverains. Ce bilan est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées. Il comporte les commentaires de l'exploitant, le cas échéant, une présentation des actions mises en œuvre depuis le dernier bilan ou de celles projetées d'ici le prochain.
  - Après 2 années, l'exploitant peut solliciter de façon motivée, une modification de la fréquence de réalisation des bilans.



## **ARTICLE 14 – SURVEILLANCE DES NIVEAUX DE SONORES ET ÉMERGENCES SONORES**

Les dispositions de l'article 3.5.4 de l'arrêté préfectoral DIDD/ICPE-PP/2016 n°86 du 14 avril 2016 susvisé sont complétées par les dispositions suivantes :

À compter de la notification du présent arrêté, la surveillance des niveaux sonores et des émergences sonores est effectuée **tous les ans**.

Après 3 années consécutives de surveillance présentant des résultats conformes, la surveillance peut être effectuée tous les 3 ans.

Si un résultat de la surveillance est non conforme, la surveillance redevient annuelle tant que pendant 3 années consécutives de surveillance les résultats ne sont pas conformes. Une campagne de surveillance est effectuée lors des deux premières campagnes de concassage d'enrobés destinés à être recyclés qui suivent la notification du présent arrêté.

## **ARTICLE 15 – ARRÊTÉS, CIRCULAIRES, INSTRUCTIONS APPLICABLES**

Les dispositions de l'article 1.8.1 de l'arrêté préfectoral DIDD/ICPE/2016 n°86 du 14 avril 2016 susvisé sont complétées par les dispositions suivantes :

- l'arrêté ministériel du 20 avril 2005 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées soumises à déclaration sous l'une ou plusieurs des rubriques n°1436, 4330, 4331, 4722, 4734, 4742, 4743, 4744, 4746, 4747 ou 4748, ou pour le pétrole brut sous l'une ou plusieurs des rubriques n°4510 ou 4511 ;
- l'arrêté ministériel du 23 août 2005 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n°4718 de la nomenclature des installations classées ;
- l'arrêté ministériel du 22 décembre 2008 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées soumises à déclaration sous l'une ou plusieurs des rubriques n° 1436, 4330, 4331, 4722, 4734, 4742, 4743, 4744, 4746, 4747 ou 4748, ou pour le pétrole brut sous l'une ou plusieurs des rubriques n° 4510 ou 4511 ;
- l'arrêté ministériel du 26 novembre 2012 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations de broyage, concassage, criblage, etc., relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n°2515 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement « y compris lorsqu'elles relèvent également de l'une ou plusieurs des rubriques n°2516 ou 2517 » ;
- l'arrêté ministériel du 10 décembre 2013 relatif aux prescriptions générales applicables aux stations de transit de produits minéraux ou de déchets non dangereux inertes autres que ceux visés par d'autres rubriques relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n°2517 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;
- l'arrêté ministériel du 12 décembre 2014 relatif aux conditions d'admission des déchets inertes dans les installations relevant des rubriques 2515, 2516, 2517 et dans les installations de stockage de déchets inertes relevant de la rubrique 2760 de la nomenclature des installations classées ;
- l'arrêté ministériel du 05 décembre 2016 relatif aux prescriptions applicables à certaines installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration (dont celles relevant de la rubrique n°4801 de la nomenclature des installations classées) ;
- l'arrêté ministériel du 9 avril 2019 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n°2521 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement (centrale d'enrobage au bitume de matériaux routiers).

## **ARTICLE 16 – PHASAGE D'EXPLOITATION**

Les plans de phasage d'exploitation et de remise en état annexés à l'arrêté préfectoral DIDD/ICPE-PP/2016 n°86 du 14 avril 2016 sont remplacés par les plans annexés au présent arrêté.

## **ARTICLE 17 – PUBLICITÉ**

Le présent arrêté préfectoral fait l'objet des mesures de publicité prévues à l'article R. 512-49 du Code de l'environnement:

- 1° une copie du présent arrêté est déposée à la mairie de Lys-Haut-Layon et peut y être consultée.
- 2° Un extrait de cet arrêté est affiché à la mairie de Lys-Haut-Layon, pendant une durée minimum d'un mois ; un procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins du maire et envoyé à la Préfecture de Maine-et-Loire – Direction de la coordination des politiques publiques et de l'appui territorial – Bureau des procédures environnementales et foncières.
- 3° L'arrêté est publié sur le site internet de la préfecture de Maine-et-Loire pendant une durée minimale de quatre mois.

## **ARTICLE 18 - DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS**

En application de l'article R. 181-50 du Code de l'environnement le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

La décision peut être déférée à la juridiction administrative territorialement compétente, le Tribunal administratif de Nantes – 6 allée de l'Île Gloriette – CS 24111 – 44041 NANTES cedex 1 :

1° Par les pétitionnaires ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision leur a été notifiée ;

2° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3 du Code de l'environnement, dans un délai de deux mois à compter de :

- a) L'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R. 181-44 ;
- b) La publication de la décision sur le site internet de la préfecture prévue au 4° du même article.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Sans préjudice du recours gracieux mentionné à l'article R. 214-36, cette décision peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

La juridiction administrative compétente peut aussi être saisie par l'application Télérecours citoyens accessible à partir du site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

## **ARTICLE 19 – EXÉCUTION**

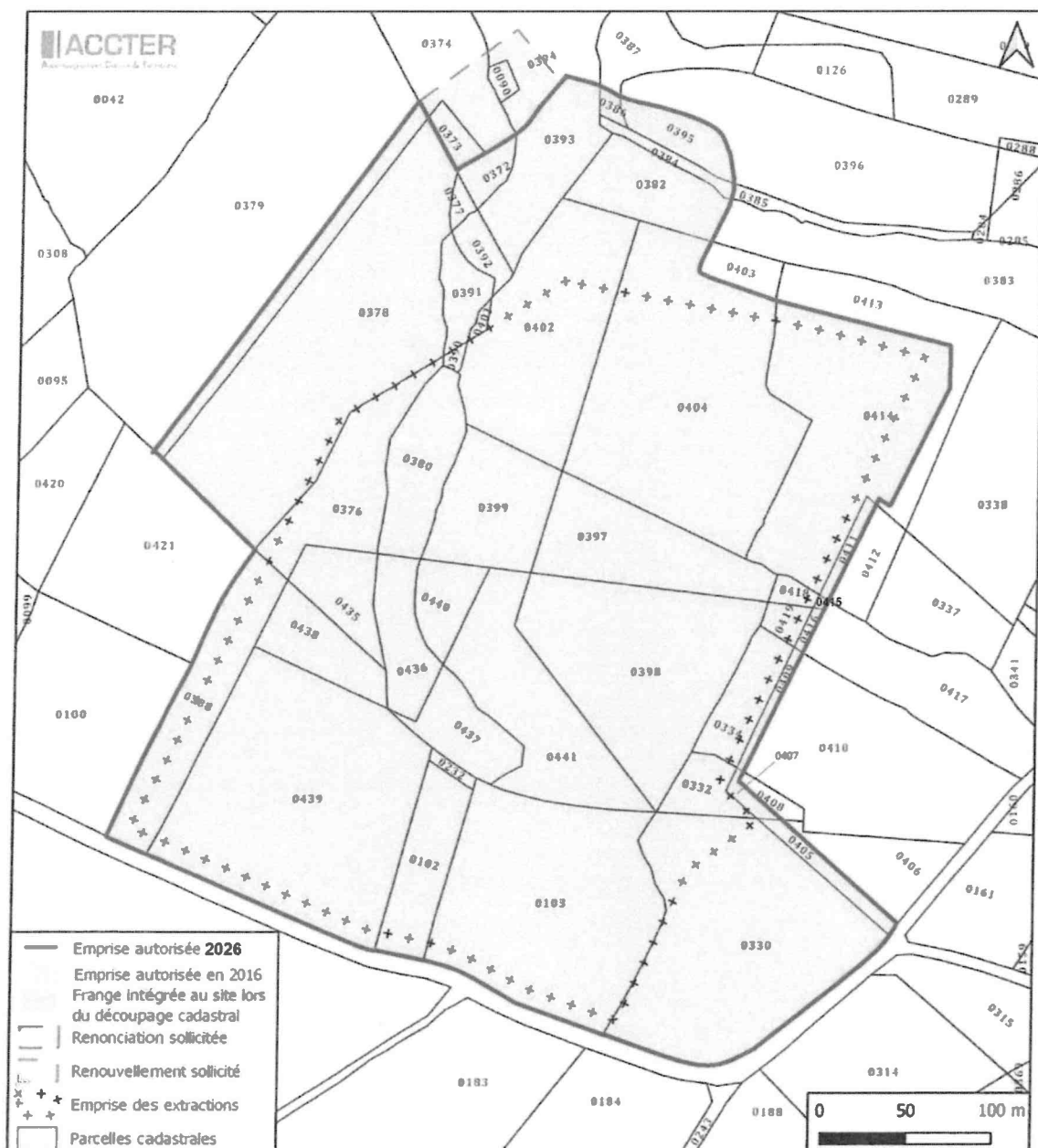
Le Secrétaire général de la préfecture de Maine-et-Loire, le Sous-préfet de Cholet, le Maire de la commune de Lys-Haut-Layon, et la Directrice régionale de l'environnement de l'aménagement et du logement (DREAL) des Pays de la Loire, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie est adressée à la société BOUCHET VOIRIE ENVIRONNEMENT.

Fait à ANGERS, le **30 MARS 2026**

Pour le Préfet et par délégation,  
le Secrétaire général de la préfecture

Raymond YEDDOU

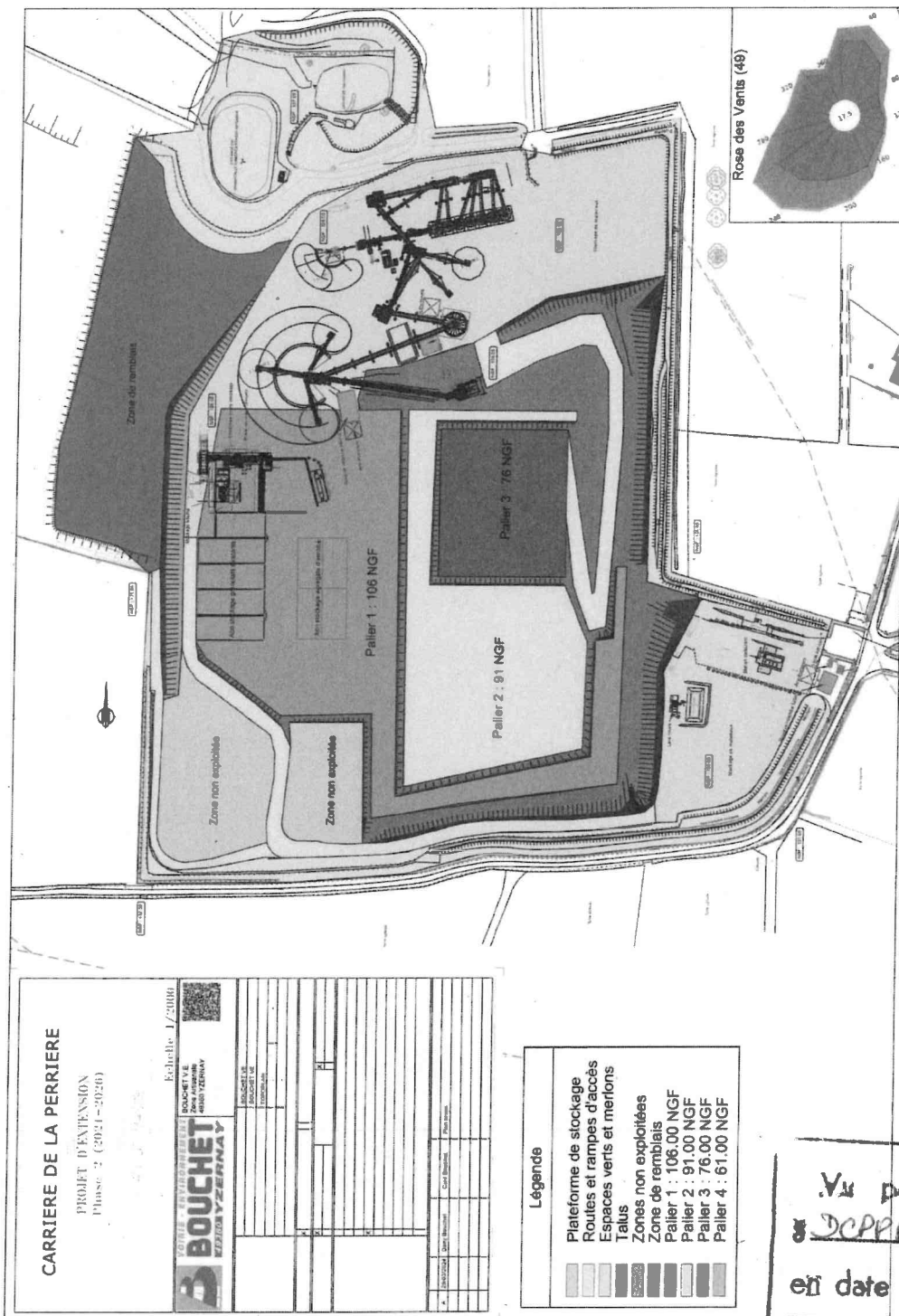
# PLAN PARCELLAIRE



Vu pour être annexé  
à DCCPAT-2026-n°278  
en date du 30/03/26  
ANGERS, le 30/03/26  
Le Préfet,

Pour le Préfet et par délégation,  
l'adjointe administrative,  
Manuela INAH LERAT

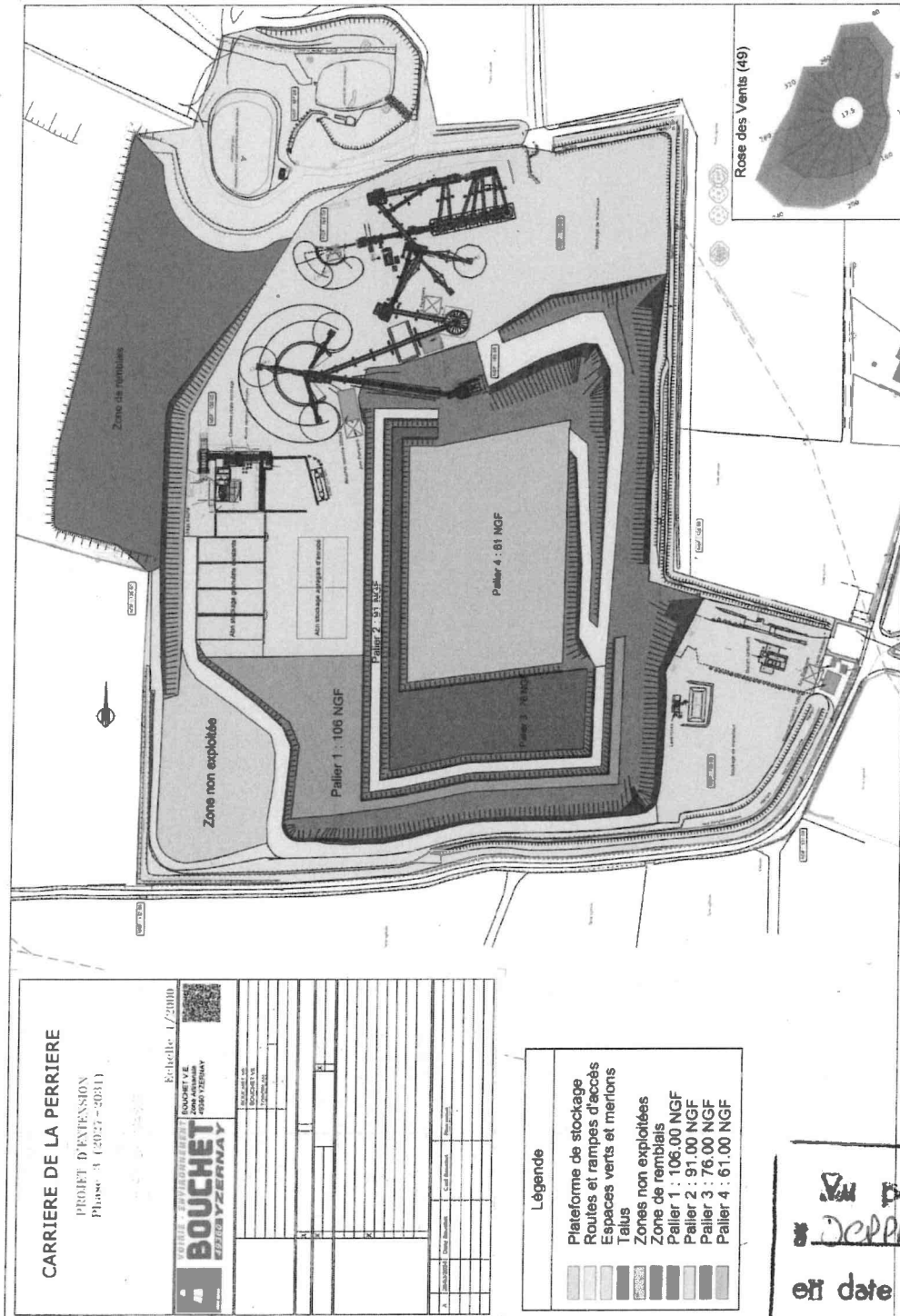
## PHASE 2



Vu pour être annexé  
à DCPPAT-2026-n°278  
en date du 30/03/26  
ANGERS, le 30/03/26  
Le Préfet,

Pour le Préfet et par délégation,  
l'adjointe administrative,  
Manuela INAH-LERAT

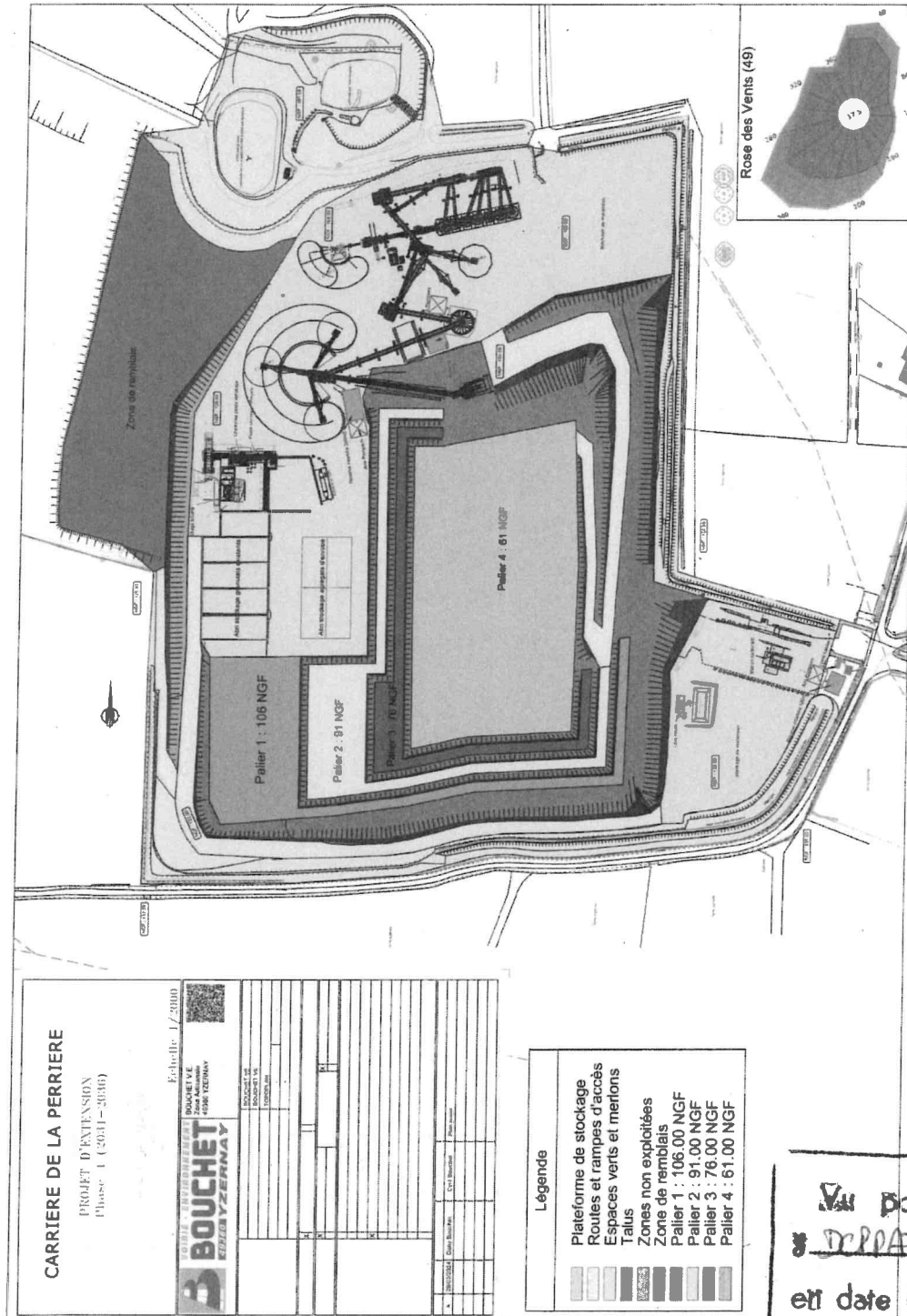
### PHASE 3



Vous pour être annexé  
à DEPPAT-2026-n°278  
en date du 30/02/26  
ANGERS, le 30/03/26  
Le Préfet,

Pour le Préfet et par délégation,  
l'adjointe administrative,  
Manuela INAH LERAT

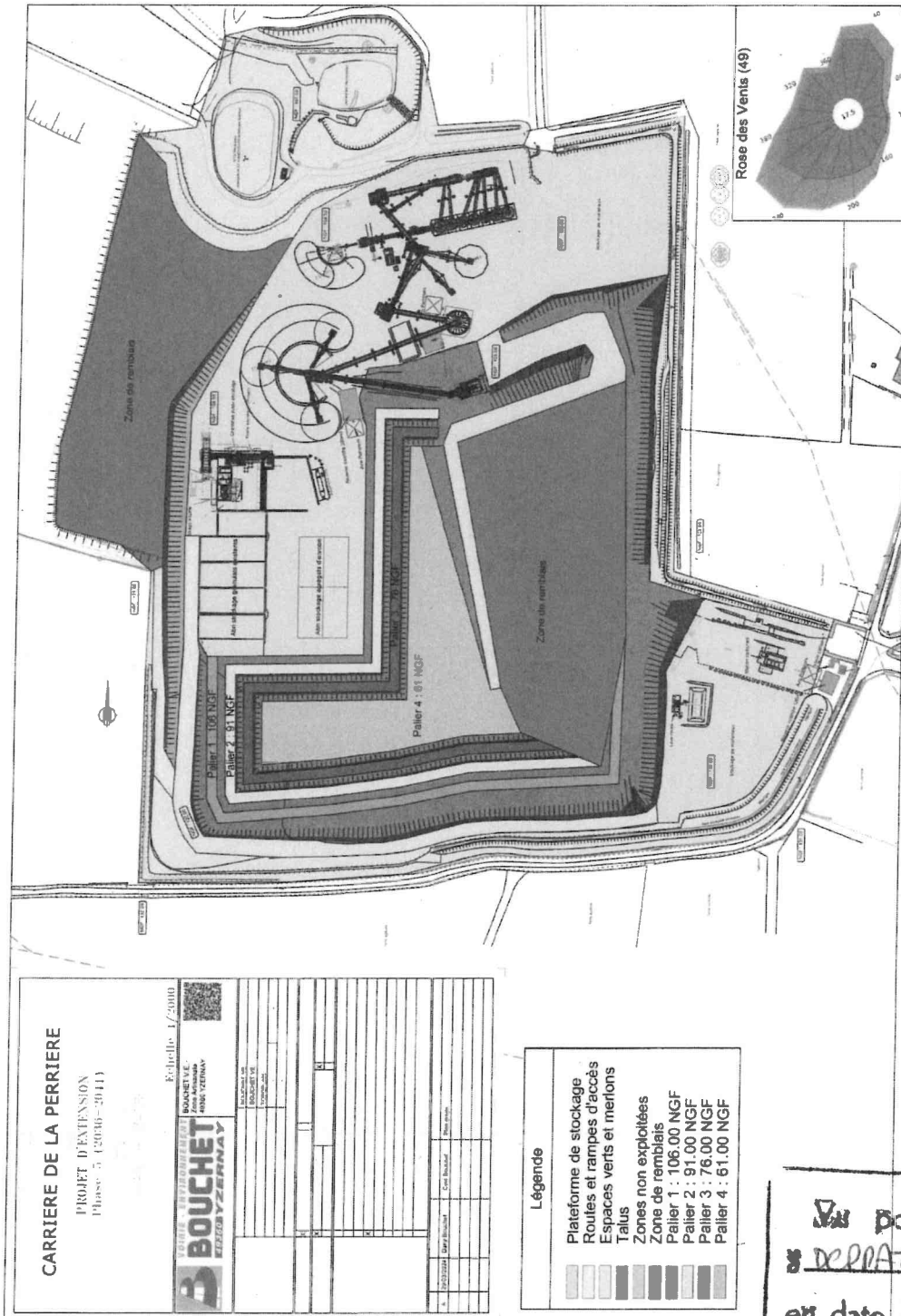
# PHASE 4



Vu pour être annexé  
à DCPAT-2026-N°278  
en date du 30/03/26  
ANGERS, le 30/03/26  
Le Préfet,

Pour le Préfet et par délégation,  
l'adjointe administrative,  
Manuela INAH-LERAT

## PHASE 5

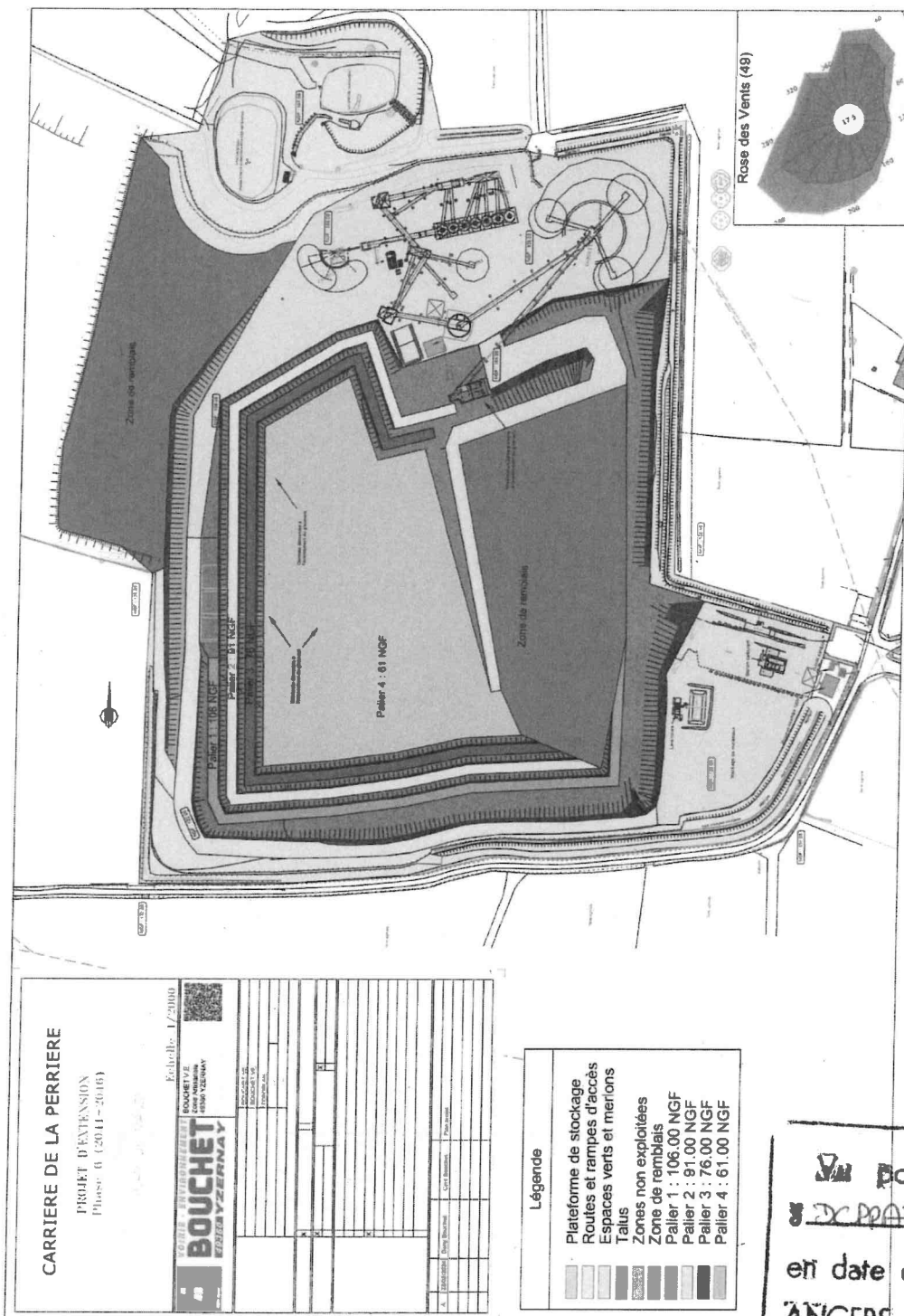


Val pour être annexé  
# DEPRAT-7026-n°278  
en date du 30/03/26  
ANGERS, le 30/03/26  
Le Préfet,

Pour le Préfet et par délégation,  
l'adjointe administrative,  
**Manuela INAH-LERAT**



## PHASE 6



Qui pour être annexé  
à DCMAT-2026-n°278  
en date du 30/03/26  
ANGERS, le 30/03/26  
Le Préfet,

Pour le Préfet et par délégation,  
l'adjointe administrative,  
**Manuela INAH-LERAT**



Le Préfet,

Manuela WAH-LERAT



Sur pour être annexé  
à DCPBAT-2026-n°278

en date du 30/03/26

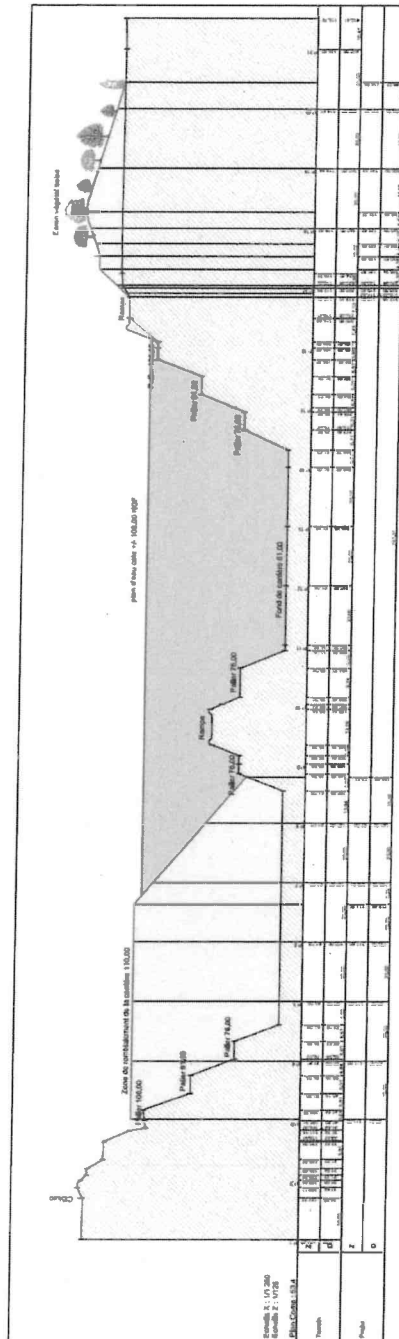
ANGERS, le 30/03/26

Le Préfet,

PROFIL SITE REMIS EN ÉTAT  
(APRÈS REMONTÉE DES EAUX)

Pour le Préfet et par délégation,  
l'adjointe administrative,  
Manuel INAHLERAT

Coupe de la carrière après la remise en état



Source : S.A. Bouchet Voirie et Environnement

SAGE ENVIRONNEMENT - ANGERS BEAULIEUX